

Une nouvelle Guerre Impérialiste par procuration

La promesse électorale de **Trump** était pourtant claire : il serait le « *Président de la Paix* », celui qui allait « *mettre fin aux guerres sans fin et rétablir la paix au Moyen-Orient* ». Et voici que son opération « *Epic Fury* » (Fureur épique), lancée avec Israël contre l'Iran le 28 février, embrase toute une partie de la région. Rappelons que sept pays ont été bombardés depuis le retour de **Trump** à la Maison-Blanche, soit un record après seulement un an de mandat.

Maintenant, il rejette la responsabilité de cette guerre sur l'accord signé par **Obama**, disant que s'il n'avait pas dénoncé « *l'horrible accord nucléaire iranien d'Obama, l'Iran aurait possédé l'arme nucléaire il y a trois ans* ». Malheureusement pour **Trump**, l'Iran n'était pas à quelques jours ou semaines de se doter de l'arme nucléaire, comme l'a déclaré le Directeur de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, **Rafael Grossi**. Il a dit que les frappes américaines contre l'infrastructure nucléaire iranienne en juin dernier avaient causé des dégâts « *considérables* ». Le programme nucléaire de Téhéran était donc « *très ralenti... on pourrait même dire gelé, voire quasiment à l'arrêt* », a-t-il précisé.

Pourtant, l'envoyé spécial de **Trump** pour le Moyen-Orient, **Steve Witkoff**, a affirmé le 22 février que l'Iran enrichissait l'uranium « *bien au-delà* » du seuil pour un usage civil. Il a déclaré que le pays était « *probablement à une semaine de disposer de matières permettant la fabrication de bombes industrielles* ». Puis, lors de son discours sur l'état de l'Union, **Trump** a déclaré que l'Iran construisait des missiles balistiques intercontinentaux « *qui atteindront bientôt les États-Unis d'Amérique* » ! Les services de renseignement américains avaient pourtant démenti cette version.

Une évaluation non classifiée de la « *Defense Intelligence Agency* », datant de l'année dernière, indique que la perspective d'une frappe iranienne sur les États-Unis avec un missile balistique intercontinental est encore lointaine, à une dizaine d'années de là. Le Secrétaire à la guerre **Hegseth**, quant à lui, a évoqué un renforcement de l'arsenal conventionnel iranien, préparant, selon lui, le terrain pour des menaces plus graves. Il a déclaré : « *L'Iran développait des missiles et des drones puissants pour créer un bouclier conventionnel afin de soutenir ses ambitions de chantage nucléaire* ».

Mais voilà, depuis le **Corps des Gardiens de la Révolution Islamique Iranien** a mis la main sur le détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour environ un tiers du commerce mondial de pétrole par voie maritime, ce qui a produit une escalade dans le développement de cette guerre.

La véritable raison de l'attaque américaine contre l'Iran n'a rien à voir avec la volonté du pays de se doter de l'arme atomique, mais vise plutôt le contrôle du flux du pétrole mondial. Le fait que des progrès avaient été réalisés et que les négociateurs iraniens avaient accepté non seulement de renoncer à l'arme atomique, mais aussi de réduire leur production d'uranium raffiné, de la transférer hors du pays et de se soumettre à un contrôle sans précédent, a rendu urgente une attaque américaine immédiate contre l'Iran.

L'objectif est de contrôler le pétrole du Proche-Orient, ce qui a toujours été une fixation des États-Unis. Le général **Petraeus** avait d'ailleurs exposé ce plan des années auparavant en déclarant : « *Nous allons conquérir sept pays du Proche-Orient, l'Iran en étant le point culminant* ». En réalité, ces plans remontent à 1974, lorsque l'OPEP a quadruplé les prix du pétrole. Les États-Unis ont alors déclaré : « *Vous pouvez quadrupler les prix, mais nous devons contrôler le commerce mondial du pétrole, car le pétrole est un point névralgique* ».

Chaque pays a besoin de pétrole pour son industrie, ses transports, son électricité et pour se chauffer. Si nous contrôlons le commerce mondial du pétrole, nous pourrions l'utiliser comme un levier diplomatique. Et nous n'avons pas besoin de posséder le pétrole. Nous n'avons pas besoin de renverser les pays de l'**OPEP** comme nous l'avons fait avec le gouvernement iranien en 1953 lorsqu'il voulait nationaliser le pétrole. Vous pouvez nationaliser votre pétrole ». Un accord fut trouvé, comme raconté dans le livre de **John Perkins** : « *Confessions d'un Assassin Économique* ».

L'accord stipule que tous les profits et rentes pétrolières seront prêtés aux États-Unis, réinvestis aux États-Unis, convertis en dollars et investis dans des titres du Trésor américain, des obligations américaines et des actions américaines, afin que cet argent fasse partie intégrante de l'économie américaine. La politique étrangère américaine a toujours été fondée sur le principe que le contrôle du commerce mondial du pétrole permettrait de contrôler l'économie mondiale.

Mais pour y parvenir, il fallait empêcher les autres pays d'acheter du pétrole à des pays non contrôlés par les États-Unis : d'abord à l'Iran après la chute du *Shah*. Puis, après 2022, à la Russie, d'où les sanctions contre la Russie et la destruction de l'oléoduc. Ensuite, des sanctions contre le Venezuela pour empêcher les autres pays d'acheter du pétrole vénézuélien. Et maintenant, retour à l'Iran pour empêcher ce pays de vendre son pétrole à la Chine. Quatre-vingts pour cent des exportations de pétrole iranien étaient jusqu'ici destinées à la Chine.

Le calendrier de **Trump** - à la veille d'une nouvelle série de négociations cruciales avec son homologue chinois, **Xi Jinping**, à Beijing - suggère une tentative de négocier en position de force maximale. Selon cette interprétation, les États-Unis cherchent à démontrer leur capacité de coercition sur plusieurs théâtres d'opérations, du Panama au Venezuela en passant par l'Iran. La rhétorique officielle de Beijing reflète cette position.

Le Ministère chinois des Affaires étrangères a appelé à « *un arrêt immédiat des opérations militaires, à la fin de l'escalade des tensions, à la reprise du dialogue et des négociations, et à des efforts pour préserver la paix et la stabilité au Moyen-Orient* ». Les discours chinois sont formulés de manière à mettre l'accent sur l'opposition à toute action militaire unilatérale sans autorisation du **Conseil de sécurité des Nations-Unies**... une fois n'est pas coutume, mais cette fois, Beijing défend le Droit international et le principe de non-ingérence inscrit dans la *Charte des Nations-Unies*.

Le facteur le plus dangereux pour Beijing est le détroit d'Ormuz, point de passage maritime crucial par lequel transite une part importante du pétrole mondial. Environ 44 % des importations chinoises de pétrole brut proviennent du Moyen-Orient. Toute perturbation à Ormuz aurait des répercussions directes sur l'économie chinoise, menaçant la production industrielle, les réseaux de transport et la stabilité des prix intérieurs. L'Iran occupe une position particulièrement délicate dans cette équation.

Les bombes atomiques larguées sur **Hiroshima** et **Nagasaki** ne visaient le Japon, mais l'URSS. Les populations de ces deux villes en payèrent le prix. Tout comme la guerre en Afghanistan, qui débuta en 1979 ne visait pas ce pays du Moyen-Orient, mais encore l'URSS. Là aussi les Afghans en payèrent le prix. Ici la nouvelle Guerre Impérialiste américaine vise la Chine avec la population iranienne qui en paye le prix.

Philippe Diaz

« *L'Autre Voix de l'Amérique* », pour La Libre Pensée www.philippe-diaz.com

